

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,
Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren,
Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François
Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 25.02.21

**#Objet : Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public -
Modification#**

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale, modifié par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016* ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'avis de l'Agence régionale du stationnement du 25 juin 2018;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE :

ARTICLE 1 : Les articles suivants sont ajoutés dans le Règlement redevance relatif à la politique communal de stationnement en espace public;

- Section 5.- Zone « Chargement électrique »

Sous-section 1.- Montant

Article 11 bis : Il est autorisé et gratuit de stationner un véhicule électrique sur les emplacements « chargement électrique » pour autant que le véhicule soit connecté à la borne électrique et effectivement en charge. Une redevance de 50 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné qui n'est pas en charge pendant une durée maximale de 4 heures 30. Les cartes de dérogation ne sont pas valables sur ces emplacements.

- **Article 18 bis** Le système de la carte de dérogation peut être remplacé par un système de contrôle électronique sur la base de la plaque d'immatriculation du véhicule. Si la commune a recours à un système électronique, les cartes de dérogation de type vignette peuvent toutefois être maintenues pour certains types de dérogation, notamment pour celles dont la validité couvre l'ensemble ou une partie du territoire de la Région Bruxelles-Capitale et pour celles permettant la mise en application d'un accord intervenant entre la commune et une ou plusieurs des communes limitrophes. Dans le cas où une vignette est utilisée, celle-ci doit être apposée d'une manière lisible dans son intégralité sur la face interne du pare-brise avant du véhicule afin de permettre à l'agent contrôleur de vérifier toutes les données de celle-ci. A défaut, la vignette n'a aucune valeur et la redevance est due.

ARTICLE 2 : Les articles suivants sont modifiés dans le Règlement redevance relatif à la politique communal de stationnement en espace public;

- **Article 31** : Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune d'Auderghem ;
- Les personnes domiciliés dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge **limitée à 3 mois**.
- Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception ~~des 5 cas~~ **de certains cas** énumérés ~~par~~ **à l'article 1 de l'Arrêté royal du 18.06.2014 modifiant** l'article 3 de l'Arrêté Royal du 20 juillet 2001.

Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Étrangers ; le Service Public Fédéral des Affaires Étrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille ;

- Les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune d'Auderghem ;
- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune d'Auderghem et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par l'Administration. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale différentes.

- **Article 34** : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 10 euros par an ~~ou 20 euros par deux ans~~;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 50 euros par an ~~ou 100 euros par deux ans~~.
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour : 250 euros pour 12 mois.
- ~~En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage. Dans ce cas, la durée de validité de la carte est limitée à 3 mois dans un premier temps. Dans un second temps, la validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge.~~

- Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :

° **1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique**

° **3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.**

- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

• **Article 37** : Le demandeur doit produire les documents suivants:

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV.
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il ~~n'en est le propriétaire~~ **n'en est pas le titulaire de la plaque d'immatriculation.**
- pour un véhicule en leasing : fournir la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur **ainsi que la plaque du véhicule.**
- pour les véhicules de société : ~~l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.~~
S'il s'agit d'un véhicule mis à disposition par un employeur, une attestation signée de l'employeur – sur papier à entête de la société - précisant que le demandeur est l'utilisateur permanent du véhicule.
Les statuts de la société si le propriétaire du véhicule est gérant ou administrateur de la société.
- pour le véhicule d'une tierce personne, le demandeur doit obligatoirement présenter une copie ~~de la police~~ **du contrat d'assurance** sur laquelle dans lequel il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.
- la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans le cas où celui-ci ne se présente pas en personne.

Il n'existe pas de modèle spécifique de procuration. Les données qui doivent y figurer sont le nom et le prénom de la personne qui vient en lieu et place du demandeur de la carte de riverain ainsi que la mention du document requis (ici la carte riverain). La copie de la carte d'identité du demandeur doit être bien lisible.

Cette liste est donné à titre informatif et n'est pas exhaustive.

• ~~**Article 49** : La liste des documents à fournir est repris sur le formulaire de demande de la carte de dérogation~~

Article 49 : Liste des documents à fournir. Cette liste est donnée à titre informatif et n'est pas exhaustive
Une copie recto/verso de la partie 1 du certificat d'immatriculation

le cas échéant :

Les statuts de la société publiés au Moniteur Belge Les données de la Banque Carrefour en cas de personne privée - indépendant - ou de siège d'exploitation autre que le siège social - unité d'entreprise Une attestation de l'employeur Le contrat de travail en veillant à noircir les données en veillant à noircir les données sensibles d'ordre privé.

ARTICLE 3 : Les présentes modifications entreront en vigueur le cinquième jour qui suit la publication de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 février 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**Etienne
Schoonbroodt
(Signature)**

Digitally signed by
Etienne Schoonbroodt
February 26, 2021 11:22
AM
Read and approved

**Didier Gosuin
(Signature)**

Digitally signed by
Didier Gosuin
February 26, 2021 11:17
AM
Read and approved

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijs, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 25.02.21

#Onderwerp : Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte - Wijziging#

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 inzake parkeerkaarten voor personen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het advies van het College van Burgemeester en Schepenen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT:

ARTIKEL 1 : De volgende artikels worden toegevoegd in het Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte :

- Afdeling 5.- “Electrische oplaad”-zone

Artikel 11bis : Het is toegelaten en gratis om een elektrisch voertuig te parkeren op de parkeerplaatsen

“elektrische oplading”, zolang het voertuig is aangesloten op de elektrische terminal en daadwerkelijk oplaadt. Een retributie van EUR 50 per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of door de gebruiker van een geparkeerd elektrisch voertuig dat gedurende maximaal 4 uur en 30 minuten niet oplaadt. De vrijstellingskaarten zijn niet geldig op deze parkeerplaatsen.

- **Artikel 18bis** : Het systeem van vrijstellingskaarten kan vervangen worden door een systeem van elektronische controle op basis van de kentekenplaat van het voertuig. Indien de gemeente een elektronisch systeem gebruikt, kunnen de vrijstellingskaarten van de soort vignet echter behouden worden voor bepaalde vrijstellingen, met name voor diegene waarvan de geldigheid het volledige of een deel van het grondgebied van het Brussels Gewest dekt en voor diegene die het mogelijk maken om een overeenkomst tussen de gemeente en een of meerdere aangrenzende gemeenten te implementeren. Indien een vignet gebruikt wordt, dient deze volledig en goed leesbaar geplaatst te worden op de binnenzijde van de voorruit van het voertuig zodat de controleagent alle gegevens van dit vignet kan nakijken. Bij gebreke, heeft de vrijstellingskaart geen enkele waarde en is de achtergelaten retributie verschuldigd.

ARTIKEL 2 : De volgende artikels worden gewijzigd in het Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte :

- **Artikel 31**: Kunnen genieten van de "bewonerskaart":

- Personen ingeschreven in het bevolkingsregister of wachtregister van de gemeente Oudergem;
- Personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente en die over een voertuig beschikken dat is ingeschreven in het buitenland, gedurende de periode van aanvraag van een Belgische inschrijving **beperkt tot 3 maanden**;
- Elke persoon die in België verblijft en die over een voertuig beschikt dat is ingeschreven in het buitenland, moet dit laten inschrijven in België binnen met uitzondering van ~~de~~ **sommige** gevallen opgesomd in **het artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 18.06.2014 dat het** artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001 **wijzigt**; Indien de persoon vrijgesteld is van een inschrijving, wordt er rekening gehouden met de attesten uitgeleverd door de Federale Overheidsdienst van Binnenlandse Zaken, Vreemdelingenzaken, Federale Overheidsdienst van Buitenlandse Zaken, Protocoldienst, of een Ambassade of een Consulaat waarvoor de persoon werkt;
- Personen die een tweede verblijfplaats hebben in de gemeente Oudergem;
- Personen die gedomicilieerd zijn op het grondgebied van de betreffende gemeente van Oudergem en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door de Administratie erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, waarvan er minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meer verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- **Artikel 34**: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 10 euro per jaar ~~of 20 euro voor twee jaar~~;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 50 euro per jaar ~~of 100 euro voor twee jaar~~;
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 250 euro voor 12 maanden;
- ~~In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin. In dit geval, in de eerste tijd is de geldigheidsduur van de kaart beperkt op drie maanden. In tweede tijd zal de geldigheidsduur verlengd worden van 9 maanden in het geval dat daadwerkelijke wijziging van de buitenlandse registratie in Belgische registratie.~~

- Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :

° 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België

° 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.

- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

• **Artikel 37:** De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV.
- het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er permanent over kan beschikken als hij ~~niet de eigenaar is~~ **niet de titularis is van de kentekenplaat.**
- voor een leasingvoertuig: het bewijs van leasing dat de naam van de aanvrager uitdrukkelijk moet vermelden **alsook de nummerplaat.**
- voor bedrijfsvoertuigen: ~~een attest van het bedrijf dat aantoon dat de aanvrager de enige gebruiker is.~~
Indien het voertuig beschikbaar is gesteld door de werkgever, een attest ondertekend door de werkgever – op papier met briefhoofd van de maatschappij – specificërend dat de aanvrager de permanente gebruiker is van het voertuig.

De statuten van de maatschappij als de eigenaar van het voertuig de beheerder of de administrateur van de maatschappij is.

- voor een voertuig op naam van een derde persoon, moet de aanvrager verplicht een kopie voorleggen van ~~de verzekeringspolis~~ het **verzekeringscontract** waarin ~~waarop~~ is vermeld dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is.
- de identiteitskaart, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager in het geval deze zich niet persoonlijk aanbiedt.

Er bestaat geen specifiek volmacht model. De gegevens die erop vermeld moeten staan zijn de naam en voornaam van de persoon die in de plaats komt van de aanvrager van de bewonerskaart alsook de vermelding van het vereiste document (hier bewonerskaart). De kopie van de identiteitskaart van de aanvrager met goed leesbaar zijn.

Deze lijst is informatief en niet-exhaustief.

- ~~Artikel 49:~~ De lijst van te bezorgen documenten staat op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Artikel 49 : De lijst van de te bezorgen document. Deze lijst is informatief en niet-exhaustief.

Een recto / verso kopie van deel 1 van het inschrijvingsbewijs, indien van toepassing:

De statuten van de vennootschap gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad

De gegevens van de Kruispuntbank in het geval van een privépersoon - zelfstandige - of vestigingsplaats anders dan het hoofdkantoor - business unit

Een attest van de werkgever

De arbeidsovereenkomst maar ervoor te zorgen dat de gevoelige privégegevens onleesbaar zijn.

ARTIKEL 3

Deze veranderingen zullen van kracht zijn op de vijfde dag na de dag van publicatie van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 26 februari 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

**Etienne
Schoonbroodt
(Signature)**

Digitally signed by
Etienne Schoonbroodt
February 26, 2021 11:22
AM
Read and approved

**Didier Gosuin
(Signature)**

Digitally signed by
Didier Gosuin
February 26, 2021 11:17
AM
Read and approved